



Les 120 ans, de la CGT ont été l'occasion de faire venir Claude PENNETIER, directeur du Maitron qui fit une conférence à Montluçon devant une quarantaine de personnes. Il fit l'éloge du militant et présenta en avant première le dernier volume du dictionnaire biographique du mouvement ouvrier qui évoque les fusillés.

L'UD CGT de l'Allier et l'IHS-CGT du Bourbonnais propose pour la fin de l'année :

- Présentation des vieux drapeaux de la CGT de l'Allier, grâce à notre fonds photographique ils seront replacés dans le contexte des luttes que mena la CGT a mené pendant 120 ans
« bannières et drapeaux, compagnons de luttes »

- **septembre à Moulines et novembre à Montluçon,**

Pierre Coutaz, membre du bureau de l'IHS National, spécialiste de l'histoire du drapeau donnera une conférence :

« le drapeau syndical, marqueur de notre histoire »

- **22 octobre 2015**

Le Comité Général de l'UD laissera une place importante à la célébration du 120ème anniversaire de la CGT

Au sommaire

pages 1 à 3

- La Grande Dame

pages 4 à 8

- L'UCTM choisit la CGTU : 1919-1922

La Grande Dame

Sous ce titre, le numéro 47, avait rappelé qu'en 1895 naissait la Confédération générale du travail. La Grande Dame marque l'histoire du XX^{ème} siècle, par manque de place, nous nous étions arrêtés à l'année 1995...

Voilà la suite !

16 mai 1998 :

Moulines, manifestation pour la défense des emplois à la Chaussure.



**L'UCTM choisit la CGTU
1919-1922**

1er mai 2002 :
Manifestation à Montluçon contre
la menace Le Pen.



11 septembre 2004 :
Les Sédiver descendent dans la rue.

Avril 2003 :
Vichy défend les emplois de la Manurhin.



1er février 2005 : Manifestation des jeunes du Lycée Paul Constans



Mars 2010 : Emploi - Salaire - Retraite



16 octobre 2009 : manif unitaire des retraités



IHS-CGT du Bourbonnais
Centre Associatif et Syndical
93 rue de Paris. 03000 MOULINS

POUR ADHERER, compléter :

NOM : Prénom :

Adresse :

Montant de la cotisation 2015

Syndicats, UL, UD, UR	30 € minimum	Comité d'Établissement	30 € minimum
Actifs CGT	20 €	Retraités CGT	15 €
Jeunes	10 €	Individuels hors CGT	20 €

L'UCTM choisit la CGTU 1919-1922

Cet article est extrait d'un travail (non édité : « *du Guesdisme aux Comités de Gestion* ») sur l'histoire de l'Union Centrale des Travailleurs de la Métallurgie (UCTM). Chronologiquement, c'est la suite de la contribution de l'IHS CGT du Bourbonnais présentée au colloque de Paris en novembre 2014. (actuellement en ligne sur le site : cgt03.fr)

Après la guerre, la reconversion des usines de guerre pose le problème de l'emploi et du chômage. Cette question trouve une réponse heureuse à Montluçon avec l'arrivée de la firme Dunlop qui s'implante dans les anciens locaux de l'Atelier de Chargement. Les embauches sont nombreuses et l'usine comptera en 1930, 3980 ouvriers.

Des milliers d'adhérents à la CGT.

Débarassé du carcan de l'Union Sacrée, le mouvement ouvrier va pouvoir s'occuper de ses propres intérêts de classe. Des jeunes arrivent, de nouvelles équipes se mettent en place, regardant plus en plus à l'est. Ils affirment leurs propres solutions pour conduire la France au Socialisme n'hésitant pas à se heurter aux « anciens ». Le nouveau bureau de l'UCTM est composé de Félix PARIZOT, secrétaire général, d'Henri MANGERET, secrétaire adjoint, d'André DEBIZET, de DESALIE, de ROCHELET, trésorier, de Julien MICHAUD, archiviste, d'Alphonse BONNEMERE, archiviste adjoint.

En 1919, l'UCTM améliore son fonctionnement et prend l'habitude de réunir son Conseil Syndical chaque mardi, systématiquement suivi d'une assemblée générale des syndiqués qui a lieu le samedi. La fréquentation (selon les sources policières) oscille entre 50 et 1 500 personnes, sur les 7 assemblées générales de 1919, on obtient une moyenne de 400 participants en précisant que parfois quelques verriers, électriciens, ouvriers de la pyrotechnie, cheminots et maçons

s'invitent à la réunion. Les cotisations augmentent, des collecteurs par chantiers font rentrer entre 10 000 F et 12 000 F. Le syndicat passe de 1 600 adhérents au mois de mai à 1 800 à la fin de l'année.

Les métallos sont ceux qui s'investissent le plus dans le fonctionnement de la Bourse du Travail. Elle est entièrement réorganisée le jeudi 9 octobre 1919, avec 14 syndicats, REISER en reste le secrétaire général. Les cheminots, deuxième force syndicale (1 200 adhérents), font dans un premier temps bande à part comme les jeunes militants du turbulent syndicat des verriers. En fin d'année, les cheminots s'investissent plus au niveau intersyndical, ils sont dirigés par Jean PRUNET, partisan de la ligne majoritaire et deviennent la principale force d'opposition à la ligne révolutionnaire représentée par les métallos.

Le 1^{er} mai est incontestablement un tournant dans la mobilisation syndicale.

Les militants veulent faire une manifestation de rue avec bannières et drapeaux, ils préparent avec soin cette journée par des assemblées générales, à chaque fois la mobilisation est au rendez-vous. Malgré le mauvais temps, le nombre de participants à ce 1^{er} mai est exceptionnel. Selon les sources syndicales, ils sont 15 000 dans l'Allier : Montluçon : 10 000 ; Commentry : 3 000 ; Vichy : 1 500 ; Saint Germain des Fossés : 500 ; un cortège parcourt les trois villages miniers de Montvicq, Doyet et Bézenet. Le chômage est complet à Montluçon (usines, commerces, magasins, cafés, débits de boisson, hôtels sont fermés) et dans les mines.

Après cette réussite, l'état d'esprit change complètement, l'agitation gagne tout le milieu ouvrier.

Des bruits courent que la grève générale pourrait éclater le 16 juin, mais les métallos se demandent si les cheminots suivraient le mouvement. Les ouvriers de la Loire et du Rhône sont prêts et la Bourse du Travail de Bourges vient de lancer un appel pressant aux camarades de la région de Montluçon. Dans cette effervescence, l'UCTM arrête les dernières dispositions à prendre au cas où l'ordre de se mettre en grève viendrait de Paris.

Faut-il comprendre, si les métallurgistes de la Seine le demandaient ?

En effet, les syndicats parisiens poussent à la grève contre l'avis de leur Fédération dont ils désapprouvent la signature avec les patrons d'un accord qui instaurait la journée de huit heures mais avec une semaine de 48 heures. Les impatients se manifestent et les réunions deviennent de plus en plus agitées, PARIZOT a failli en venir aux mains avec un emporté qui voulait que l'on s'engage sur la grève générale. Le meeting se termine dans la plus grande effervescence, finalement PARIZOT fait « repousser la grève pour le bon moment ».

En attendant le bureau du syndicat est doublé par crainte de possibles arrestations.

Pour éviter une extension du mouvement, le Gouvernement lâche du lest en accordant la journée de huit heures.

Mais les syndicats rencontrent beaucoup de difficultés pour la faire appliquer. Une intense propagande est nécessaire pour faire plier les patrons mais aussi pour convaincre les ouvriers que c'est possible : tirage de 30 000 vignettes, collages d'affiches aux abords des usines. Des

incidents éclatent en assemblée générale (30 août 1919) quand elle est informée que les ouvriers des Hauts Fourneaux et de l'usine Morlet ne respectent pas les huit heures. PARIZOT, maladroit, répond qu'il : « mènera une campagne à coups de triques pour ces mauvais camarades » un ouvrier riposte « aux coups de triques, il répondra par des coups de revolver ». La salle se divise malgré les appels à l'union lancés par BULOT. En septembre, certains ouvriers de Saint Jacques font encore 52 heures : les ouvriers à la trempe, les aiguilleurs...

A LA POPULATION

La direction des Usines HAYEM par un avis adressé aux Femmes Montluçonnaises fait un appel pour un embauchage lui permettant de rouvrir ses ateliers fermés dit-elle de par l'intransigeance de ses ouvrières. Nous tenons à faire savoir à la Population Montluçonnaise les causes du conflit.

A la suite d'une minime demande d'augmentation de salaires une entrevue eut lieu entre les ouvrières et M. HAYEM. Dans cette entrevue l'accord se fit entre les ouvrières et la direction et chacune reprit son poste confiantes aux promesses du directeur. Mais le soir une affiche apposée dans les ateliers, après le départ de M. HAYEM, indiquait les prix payés aux ouvrières. Dans ces prix le 10 o/o sur la semaine anglaise accordé le matin par la direction n'y figurait pas. Surprises, les ouvrières se réunirent et devant le refus formel de la direction prétextant que M. HAYEM s'était trompé, elles quittèrent l'atelier. Les ouvrières demandèrent à M. HAYEM de recevoir une délégation, qui refusa d'entrer en pourparlers avec ses ouvrières. M. CONSTANS, député-maire, se rendit lui-même auprès de la direction qui refusa d'accorder quoique ce soit. Voici les faits, vous jugerez de quel côté est l'intransigeance.

FEMMES MONTLUÇONNAISES

A l'heure où de tous côtés les travailleurs des deux sexes luttent pour plus de bien-être, comme vos sœurs des autres villes vous ne faillirez pas à votre devoir, au lieu d'aller vous faire inscrire à l'usine HAYEM pour briser le mouvement de vos camarades, issu d'une promesse faite par le patronnat et reniée ensuite, vous les aiderez pour la réussite de leur juste cause.

LE SYNDICAT DES OUVRIÈRES DE L'USINE HAYEM.

SYNDICAT OUVRIER - Montluçon

Arch. dép. Allier

Les réunions qui mobilisent le plus sont celles qui traitent de la question des salaires.

Le syndicat est confronté à la question de la vie chère, en juin 1919, il entreprend des démarches pour faire appliquer le nouveau barème des salaires que les patrons refusent. En septembre, d'abord refusés, les 2 F sont accordés à la fin du mois. En novembre, une nouvelle demande est faite et pour la soutenir, des délégations d'ouvriers sont organisées. En décembre, les syndicats revendiquent 3 F d'augmentation. Les 15 délégués d'atelier de Saint Jacques sont chargés d'intervenir auprès du Directeur.

Le Conseil Syndical informe de la réponse négative des industriels. Une autre question est soulevée par MICHAUD, l'utilisation par le patronat d'une main d'œuvre étrangère sous payée, il est demandé que les ouvriers arabes embauchés soient payés au même taux.

Le mouvement se radicalise.

Suite aux grèves des cheminots de février et mars 1920, le Ministre de l'Intérieur engage des poursuites contre REY, secrétaire départemental de l'UD CGT pour « *provocation des militaires à la désobéissance* ». Les 20 et 21 mars, à Moulins, le congrès de l'UD CGT bouscule son ordre du jour et décide qu'en cas d'arrestation de REY, les syndicats appelleront à la grève générale.

Le 1^{er} mai donne lieu à une impressionnante démonstration de force, ils sont plus de 10 000 à s'être rassemblés place des Marais, les consignes de la CGT sont suivies avec une impressionnante discipline. A 14 h 30, le cortège s'ébranle, en tête, les drapeaux des syndicats, suivis des responsables de la Bourse du Travail et du Parti Socialiste. Puis viennent les ouvrières des Faux Cols, les cheminots et le gros contingent des métallurgistes. Tout au long du parcours la foule acclame les ouvriers et se joint à eux. Le cortège emprunte l'avenue de la République, le faubourg Saint Pierre et Boulevard de Courtais, les derniers n'ont pas encore démarrés ! Par son importance, la

manifestation rappelle celle de 1906.

Le 3 mai, au matin, REY est arrêté et conduit à prison de Moulins, soumis au régime des droits communs « *c'est-à-dire mêlé aux voyous, aux apaches et aux voleurs.* » Dès l'annonce de cette arrestation puis de sa conduite à la prison de la Santé, des milliers d'ouvriers de toutes corporations débrayent et manifestent dans tout le département : Montluçon, Moulins, Vichy, Commentry, dans les mines.

C'est la grève générale !

Le 6 mai : le secrétaire adjoint de l'UD, GONIN, convoque les quatre Bourses du Travail qui veulent continuer la grève mais la Confédération conseille de « *ménager les forces* » et semble se désintéresser du sort de REY. Les cheminots et les mineurs continuent la lutte, à Montluçon, Vichy, Moulins et Saint Germain, la grève est très suivie dans les centres miniers.

Dans les autres secteurs, il règne un certain flottement suite au mot d'ordre de reprise du travail lancé par REY de sa prison et aux manœuvres d'intimidation. Des gendarmes à cheval circulent en patrouille, ils parcourent au galop les rues de la ville.

La presse bourgeoise se déchaîne !

Quatre jours plus tard, 3 700 métallos et les gars du bâtiment se remettent en grève à Commentry et Montluçon. Pendant plusieurs jours, Moulins et Montluçon sont traversées par des manifestations ouvrières surtout composées de cheminots. Le 11 mai, le mouvement est toujours extrêmement puissant dans l'Allier.

La conférence des Bourses se réunit, il est voté d'un blâme à la Commission Administrative de la CGT avec décision de ne plus payer ses cotisations !

Un référendum est même envisagé : « *faut-il quitter la CGT ?* »

Mais le 24 mai, la grève reflue nettement à Moulins et chez les cheminots de Saint Germain des Fossés.

Le drame.

Le 28 mai, la grève est finie chez les cheminots, l'échec est national.

La répression est terrible : au niveau national de 18 000 à 20 000 cheminots sont révoqués !

REY est libéré le 2 juillet, après 60 jours de prison. Il revient dans l'Allier mais il est de plus en plus critiqué par les « *minoritaires* » (les révolutionnaires), au congrès d'août, il garde facilement le contrôle de l'UD. En novembre, il démissionne et PARIZOT prend sa succession.

Le syndicat des métaux conserve sa ligne révolutionnaire issue des luttes du printemps 1918.

Il blâme l'attitude de la Fédération et refuse de répondre à son questionnaire, en Assemblée Générale, PARIZOT se retrouve en difficulté face à Pierre MICHAUD (métaux Commentry), futur responsable des Comités Syndicalistes Révolutionnaires (CSR) qui l'accuse d'inertie. Pour les 350 métallos réunis le 8 avril : « *PARIZOT est démolé, il ne pourra plus rester secrétaire de l'UD, il va faire comme REY.* »

En mai 1921, PARIZOT perd le contrôle du syndicat au profit des CSR. BULOT devient secrétaire général de l'Union Centrale. PARIZOT tente de se remettre en selle en pratiquant de la surenchère, il propose de lancer un mouvement de grève mais son projet échoue, l'AG de son syndicat vote son affiliation à la 3^{ème} Internationale.

Continuant à manœuvrer, il laisse entendre qu'il se rallie aux thèses « *minoritaires* » sa dernière chance pour rester à la tête de l'UD dont le congrès a lieu les 16 et 17 juillet à Commentry. Sentant que le congrès était favorable aux thèses « *majoritaires* » des réformistes, il montre son vrai visage en dénonçant violemment les positions prises par le syndicat des métaux dans sa dernière AG.

Au congrès de Lille (25-30 juillet 1921) BONNEMERE, qui représente 560 métallos syndiqués, vote contre le rapport moral et contre l'orientation syndicale de la Confédération.

Le 20 octobre, PARIZOT est à nouveau battu dans son propre conseil syndical c'est la ligne révolutionnaire qui l'emporte avec FORICHON, BONNEMERE et TIXIER.

L'UCTM a-t-elle adhéré aux CSR ?

C'est la question que pose Marx DORMOY au cours d'une réunion de la commission administrative de la Bourse du Travail. BONNEMERE lui répond sèchement « *qu'il n'a pas de compte à rendre au Conseiller d'arrondissement !* »

Nous savons qu'en septembre 1921, les CSR de Montluçon groupent une cinquantaine de membres. BONNEMERE est nommé secrétaire départemental et MICHAUD, secrétaire régional provisoire.

Cette défaite, PARIZOT n'arrive pas à la digérer, il tente une dernière manœuvre en lançant une enquête sur les fabrications de guerre à l'usine Saint Jacques.

Durant le mois de novembre, des bruits avaient couru : aux Hauts Fourneaux, qu'il y avait des obus au grenier, à Saint Jacques on fondrait de l'acier à canon, certains font des rondes dans l'usine pour surveiller si l'on n'a pas relancé les fabrications de guerre.

Aidé de plusieurs syndicalistes des Hauts Fourneaux, PARIZOT lance un mouvement contre ces fabrications de guerre. Il fait tirer des tracts qui sont distribués en ville et dans les usines Saint Jacques et aux Hauts Fourneaux.

Le 19 janvier 1922, le syndicat des métaux refuse à l'unanimité, ce qu'il considère comme un piège, à savoir exposer les militants à une action pour le moins aventureuse. Ces derniers s'exposent à la répression patronale.

L'UCTM va à la CGTU.

Les 22, 23, 24 décembre, à Paris, à l'appel des CSR, la décision est prise de quitter la CGT pour constituer une nouvelle confédération : la CGTU.

L'Assemblée Générale du syndicat des métaux se prononce pour le respect des décisions prises à ce Congrès.

Née de la protestation contre la politique « d'union sacrée », pour l'UCTM le fait d'appartenir à la CGTU est plein de sens : ne pas renier la CGT et rester « unitaire » car elle n'accepte pas la scission.

A Montluçon, fidèle à son passé Guesdiste, le dynamisme est du côté unitaire.

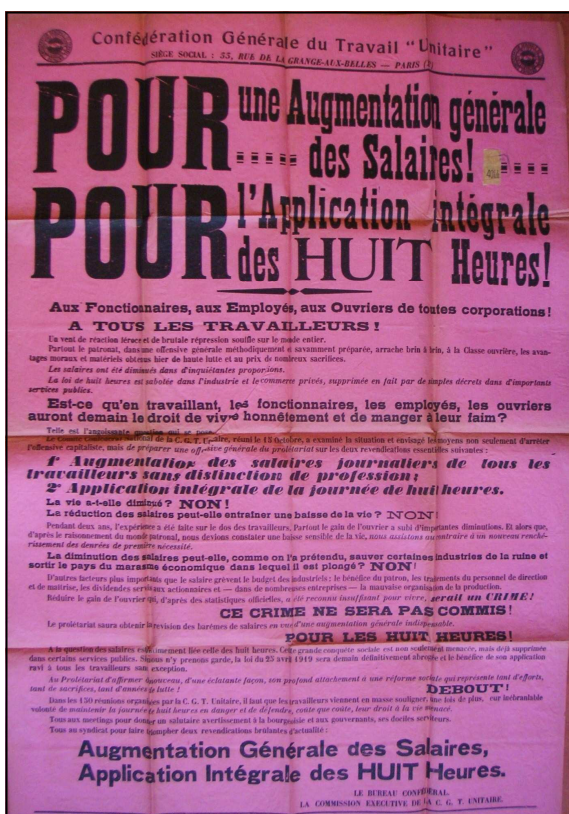
Quelques exemples :

- Création d'un syndicat unitaire dans la nouvelle usine Dunlop,
- Réponse immédiate à la répression qui s'abat sur les ouvriers du Havre en septembre 1922. « Lundi soir devant

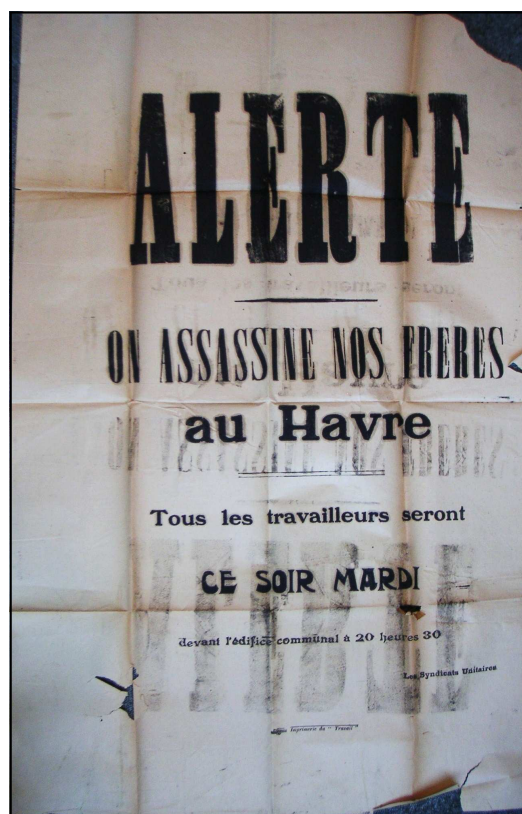
l'ordre lancé par la CGTU, la C.A de l'ULU -de Montluçon- se réunit en toute hâte pour examiner la situation. Une grande réunion fut décidée pour le lendemain à l'Edifice Communal avec des affiches et des tracts, malheureusement la réunion eut lieu sous une pluie battante... »

L'affiche est faite dans l'urgence avec les chutes de rouleaux de papier qui impriment le journal Le Travail. Le texte, en gros caractères, se résume à une phrase : « Alerte - on assassine nos frères au Havre ».

- En novembre, collage d'affiches pour informer les ouvriers et demander des augmentations de salaire avec dépôt de cahier de revendications, réunions d'atelier et de quartier.



Affiches de la CGTU (arch. dép. Allier)



Si les effectifs se sont évanouis, si les réunions ne donnent pas toujours les résultats escomptés, l'enthousiasme est là, les cadres et les jeunes militants sont restés au syndicat unitaire.

Saint Jacques et les Hauts Fourneaux obtiennent même une augmentation de 1 F par jour

Les militants de la CGTU sont conscients qu'il faut organiser plus fortement les sections d'usine par rapport aux patrons.

Il est clair que vont à la CGTU, les organisations qui avaient été porteuses d'une dynamique sociale pendant le conflit de la première guerre mondiale.

Jean-Noël Dutheil.